



Message de Solidarité avec le Peuple du Mozambique Face à la Violence Post-Électorale Suite aux Élections du 9 Octobre 2024

Le Réseau Africain des Observateurs Électoraux (AfeONet) exprime sa solidarité avec le peuple **mozambicain** après les **élections du 9 octobre 2024** et condamne la violence qui a éclaté.

Ces troubles ont causé des pertes en **vies humaines, menacent la stabilité régionale et posent de graves risques pour les valeurs démocratiques** au Mozambique. Nous exprimons notre profonde compassion et solidarité envers tous les Mozambicains affectés, dont les vies et communautés ont été gravement touchées par ces événements tragiques.

AfeONet réaffirme son engagement à défendre les droits du peuple **mozambicain** et à **soutenir** les principes démocratiques qui renforcent leur voix et leurs choix. Nous plaidons pour une résolution pacifique et juste de la crise électorale actuelle, respectant l'état de droit et les fondements de la bonne gouvernance.

Nous exhortons toutes les parties prenantes, y compris les dirigeants politiques, les forces de sécurité et la société civile, à **respecter les mécanismes établis de résolution** des litiges électoraux pour résoudre les questions contestées. Recourir à la violence ne ferait qu'aggraver les divisions et l'instabilité, avec des conséquences graves pour la santé politique et économique du Mozambique.

En ce moment critique, AfeONet appelle le peuple mozambicain à privilégier des **moyens pacifiques** pour exprimer leurs revendications et à œuvrer ensemble pour rétablir le calme. Nous insistons sur le fait que la **paix est essentielle** pour la protection des valeurs démocratiques et la préservation des droits de l'homme.

De plus, nous appelons la **Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC)** à agir rapidement et de manière décisive. En tant qu'organisation régionale engagée pour la paix, la démocratie et la stabilité, la SADC a un rôle crucial à jouer dans la médiation de cette crise et dans le soutien au Mozambique vers une résolution pacifique.

AfeONet appelle également le gouvernement mozambicain à honorer son engagement envers la **Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance (CADEG)**, ratifiée en 2009, en particulier l'article 25(1) qui exige des États qu'ils garantissent une transition pacifique et ordonnée du pouvoir.

AfeONet réitère que la paix, la stabilité et le respect du processus démocratique sont des piliers **non négociables d'une société prospère**. Nous exhortons le gouvernement du Mozambique, les dirigeants politiques et tous les citoyens à privilégier ces valeurs et à œuvrer pour une paix juste et durable.

En Solidarité,

Réseau Africain des Observateurs Électoraux (AfeONet), 8 novembre 2024

